



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Légifrance

Le service public de la diffusion du droit



Avenant n° 135 du 30 janvier 2023

Etendu par arrêté du 25 avril 2023 JORF 29 avril 2023

IDCC

> 7002

SIGNATAIRES

> Fait à :

Fait à Paris, le 30 janvier 2023. (Suivent les signatures.)

> Organisations d'employeurs :

Coopération agricole au titre de LCA métiers du grain et LCA nutrition animale,

> Organisations syndicales des salariés :

Fédération générale agroalimentaire CFDT Agri Agro ; Fédération agroalimentaire CFE-CGC Agro ; Union nationale des syndicats autonomes agriculture agroalimentaire UNSA 2A,

NUMÉRO DU BO

> 2023-13

LISTE DES CONVENTIONS AUXQUELLES CE TEXTE EST RATTACHÉ

> Convention collective des coopératives agricoles de céréales, de meunerie, d'approvisionnement, d'alimentation du bétail et d'oléagineux (mise à jour par avenant n° 122 du 14 novembre 2013).

(1) Avenant étendu sous réserve, le cas échéant, de l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives au salaire minimum de croissance.

(Arrêté du 25 avril 2023 - art. 1)

Préambule

Article

En vigueur étendu

Par cet avenant n° 135, les partenaires sociaux de la « V branches » souhaitent reconnaître et mettre en valeur l'engagement quotidien des près de 40 000 salariés qui contribuent quotidiennement et activement à la poursuite de l'activité des coopératives agricoles des métiers du grain et de la nutrition.

Par ailleurs, malgré les aléas climatiques, les conséquences de la guerre en Ukraine, les partenaires sociaux de la « V branches », entendent poursuivre leur politique d'attractivité de leurs métiers, en répondant aux attentes légitimes des salariés, en matière de pouvoir d'achats.

Outre la revalorisation de la RAG au titre de 2023 à hauteur de 3,8 % sur l'ensemble de la grille, les partenaires sociaux ont décidé de reconduire l'expérimentation du forfait mobilité durable, tel que prévu dans le cadre de l'avenant n° 133 du 11 janvier 2022.

Le présent avenant ne prévoit pas de disposition spécifique aux entreprises de moins de 50 salariés.

Article 1er

En vigueur étendu

Revalorisation de la grille issue de l'avenant n° 134 du 14 juin 2022

Les rémunérations annuelles garanties telles que définies dans l'avenant n° 134 du 14 juin 2022 sont revalorisées par rapport aux montants en vigueur en 2022, à hauteur de 3,8 % sur l'ensemble de la grille.

La grille de rémunération annuelle garantie au titre de 2023 est la suivante :

(En euros.)

Catégorie socioprofessionnelle (CSP)	Classe	Échelon	RAG 2023 (sur 13 mois)
OE	1	1	22 329
		2	22 476
		3	22 623
	2	1	23 308
		2	24 087
		3	24 843
	3	1	26 316
		2	27 052
		3	27 789
TAM	4	1	29 294
		2	30 054
		3	30 827
	5	1	32 343
		2	33 119
		3	33 892
	6	1	35 330
		2	36 101
		3	36 873
Cadres	7	1	37 656
		2	39 953
	8	1	41 497
		2	43 034
	9	1	45 349
		2	47 659
	10	1	49 967
		2	52 276

Article 2

En vigueur étendu

Dispositions transitoires pour les coopératives appliquant la grille telle qu'issue de l'avenant n° 128

Pour les coopératives « V branches », n'ayant pas encore mis en œuvre la nouvelle grille de classification issue de l'avenant n° 129, la grille est revalorisée à hauteur de 3,8 % sur l'ensemble de la grille par rapport aux montants de la RAG de 2022.

Article 3

En vigueur étendu

Clause de revoyure

La situation actuelle est marquée par une très forte incertitude et instabilité. En conséquence, les parties s'engagent à se réunir pour réexaminer la grille de la RAG dans le mois suivant la revalorisation du Smic, le cas échéant.

Article 4**En vigueur étendu****Égalité salariale entre les hommes et les femmes**

Les parties signataires rappellent l'importance qu'elles attachent au principe d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, et plus particulièrement celui d'égalité des rémunérations.

Article 5**En vigueur étendu****Reconduction du forfait mobilités durables**

L'avenant n° 133 du 11 janvier 2022 prévoyait la mise en place d'un « forfait mobilités durables ». Dans le présent avenant n° 135, les parties décident de reconduire l'expérimentation de ce dispositif dans les conditions fixées dans le cadre de l'avenant n° 133. Un bilan sur sa mise en œuvre sera réalisé dans le cadre de la présentation du rapport économique et social de la V branches, en 2024.

Article 6**En vigueur étendu****Demande d'extension**

Les parties demandent l'extension du présent avenant.